



NATIONS UNIES

CONSEIL DE TUTELLE



Distr. LIMITEE T/PET.3/L.45 31 août 1960 ORIGINAL : FRANCAIS

PETITION DU PARTI DEMOCRATE CHRETIEN (PDC), DU PARTI DU PEUPLE DE L'URUNDI (PP), DU RASSEMBLEMENT POPULAIRE DU BURUNDI (RPB), DE L'UNION DEMOCRATIQUE PAYSANNE (UDP), DU MOUVEMENT PROGRESSISTE DU BURUNDI (MPB), DE L'UNION NATIONALE DU BURUNDI (UNB), DU MOUVEMENT RURAL DU BURUNDI (MRB) ET D'AUTRES CONCERNANT LE RUANDA-URUNDI

(Distribuée conformément à l'article 85, paragraphe 2 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

A MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL DE TUTELLE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Monsieur le Président,

Nos partis s'autorisent à vous soumettre une note sur le climat politique actuel au Burundi et sur leur position par rapport aux élections, compte tenu de ce climat.

Nous osons espérer que cette note pourra retenir votre attention, et vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre très respectueuse considération.

P.D.C. (Signé : illisible) P.P. (Signé) : illisible
U.D.P. " " M.P.B. " "
U.N.B. " " P.E.P. " "
P.O. " " R.P.B. " "
M.R.B. " " P.J.R. " "

Transmis copie à :

- Monsieur le Président du Sénat, Bruxelles
Monsieur le Président de la Chambre des Représentants, Bruxelles
Monsieur le Résident Général, Usumbura
Monsieur le Résident de l'Urundi, Kitega
Mwami Mwambutsa du Burundi

NOTE SUR LE CLIMAT POLITIQUE A L'APPROCHE DES ELECTIONS

A l'approche des élections, nos partis s'inquiètent des manoeuvres de plus en plus virulentes et insidieuses de l'UPRONA (Unité et Progrès national), sous la conduite du Muganwa RWAGASORE, manoeuvres qui détériorent le climat de préparation des élections, si on n'y porte remède immédiatement.

A maintes et maintes reprises, des faits ont été signalés, soulignés, rappelés. Nous voulons en dresser ici un panorama succinct, et restons à la disposition des autorités responsables pour fournir les détails, précisions et preuves qu'elles pourraient souhaiter :

- en février dernier, les signataires d'un télégramme réfutant la thèse de l'indépendance immédiate ont été pris à partie et menacés par des membres upronistes du Conseil Supérieur du Pays venus spécialement de Kitega à Ngozi dans ce but;
- en février toujours, des membres de l'UPRONA tenaient une réunion de parti dans les locaux du Centre Administratif à Kitega, en donnant à l'affaire toutes les apparences d'une réunion officielle; les locaux du Centre Administratif sont d'ailleurs considérés et utilisés régulièrement par l'UPRONA comme le "Quartier général" du parti;
- des sous-chefs upronistes sont convoqués officiellement à Kitega, la caisse du Pays paie le déplacement, et le but du voyage est de recevoir des mots d'ordre de parti;

Ainsi l'UPRONA cherche-t-elle, sous couvert le plus souvent de la personnalité, du prestige et des moyens que son rang dynastique confère au prince RWAGASORE à "officialiser" ses activités, pour se montrer comme le parti qui émane de l'autorité.

D'autre part, l'UPRONA continue envers et contre tout à s'en référer au patronage exclusif et au nom du Mwami. L'UPRONA se présente "comme le seul parti qui travaille pour les intérêts du Mwami" (voir leur tract du 2 mai).

Cependant, le passage du Mwami dans les territoires, lisant sa lettre du 14 avril où il définit clairement sa position au-dessus des partis, et réfutant les arguments abusifs autour de son nom, ce passage a fait l'objet d'une contre-propagande de l'UPRONA consistant à recommander aux foules de ne pas le croire. Ceci n'a pas manqué de jeter la confusion dans les esprits, ni même d'indigner certains, surtout dans le cas où cette contre-propagande a été menée par le

Prince RWAGASORE en personne. Nous en citerons pour preuve la lettre adressée au Mwami par les notables de MUKENKE, relatant semblables faits et demandant au Mwami qui, en définitive, ils doivent croire, de lui ou de son fils?

Dès qu'un chef non-uproniste quitte sa chefferie pour l'une ou l'autre raison, les propagandistes de l'UPRONA s'y répandent aussitôt, expliquant l'absence du chef par le fait qu'ayant (trahi) le Mwamien ne s'affiliant pas à l'UPRONA, il vient d'être arrêté et incarcéré, qu'une expédition punitive se prépare contre la chefferie, et qu'il faut pour y échapper, s'affilier tous et tout de suite à l'UPRONA.

L'argument "expédition punitive" sert d'ailleurs même sans absence du chef. La non-affiliation à l'UPRONA est représentée comme une faute valant représailles graves. Dès lors, on voit même des gens se précipiter chez le chef (non-uproniste) pour lui demander ... une carte de l'UPRONA, talisman anti-représailles.

C'est l'époque des récoltes, et on voit des gens, plutôt que d'emmagasiner leurs récoltes comme à l'ordinaire, les mettre en silo, pour les dissimuler et les préserver des incendies ou confiscations qui accompagneraient les expéditions punitives annoncées.

Le bruit se répand que seuls les membres de l'UPRONA seront repris sur les listes électorales et admis à voter, comme étant les seuls véritables et bons citoyens.

En de nombreux endroits, l'UPRONA suscite sous de quelconques prétextes des réunions qui dégénèrent en désordres. Le Prince RWAGASORE se manifeste parfois peu après (le prétexte invoqué pour réunir les gens est d'ailleurs souvent d'annoncer que "quelqu'un de très important va venir parler") et commente les événements à sa manière. Nous citerons le cas de KITERANYI, avec intervention de RWAGASORE, où des policiers entr'autres ont été molestés, celui de RUKECO, (sans intervention de RWAGASORE) où l'Administrateur a dû user de 3 heures de persuasion pour disperser la foule.

Dans les chefferies tenues par des chefs non-upronistes, des mots d'ordre de rébellion sont lancés "N'obéissez pas à un chef qui n'obéit pas au Mwami, puisqu'il n'est pas de l'UPRONA - Ne vous laissez pas juger par des gens qui ne sont pas de l'UPRONA" etc...

Dans sa chefferie, le Muganwa RWAGASORE tient des meetings où il accuse les non-upronistes des pires forfaits, pour souligner qu'ils ne sont pas poursuivis parce que l'Administration les protège et que pour faire cesser cette injustice et beaucoup d'autres, il faut voter pour l'UPRONA, seul parti épris de justice, et capable de la faire régner.

Cependant - sans doute dans un esprit de justice et de tolérance - les propagandistes de l'UPRONA déchirent et brûlent un peu partout des cartes de nos partis, après se les être fait remettre par intimidation. Nous citerons le cas de deux chefferies en territoire de KITEGA, où les chefs soigneusement endoctrinés par l'UPRONA ont convoqué tous ceux que l'UPRONA avait désignés comme membres d'autres partis, pour confisquer et détruire leurs cartes.

Les gens de l'UPRONA émaillent encore leur propagande de persistantes références à l'appui que des partis étrangers, comme le MNC/LUMUMBA, auraient promis d'apporter au Burundi, sous forme d'argent et d'armes, pour l'aider à conquérir son indépendance sans délai.

Ils font aussi des allusions mystérieuses - qui dans ce contexte prennent une résonance inquiétante - à des choses "importantes et graves auxquelles il faut s'attendre dans peu".

A l'ONU par le biais de Monsieur RWAGASANA, tout comme aux fêtes de l'indépendance à Léopoldville auprès de Monsieur LUMUMBA, l'UPRONA s'avance comme "représentant le Burundi" ou "les partis du Burundi" ce qui est, répétons-le, présomptueux - et malhonnête.

Nous ne pouvons manquer de rapprocher toutes ces méthodes de celles que l'UNAR a employées au Ruanda : indépendance immédiate, ("tout ira mieux quand nous serons entre nous, la tutelle est la cause de tous les maux") références exclusives au Mwami, intimidation sous toutes ses formes, agitation avec promesses de troubles armés, - les armes devant toujours, bien entendu, être fournies par des partis et des pays "anti-impérialistes". De même, la tactique de bourrage de crâne, de mauvaise foi, d'hostilité à toute représentation de l'ordre et de l'autorité rappellent en même temps l'UNAR et le MNC/LUMUMBA.

L'UPRONA s'acharne fort contre "l'ordre féodal" mais semble s'en prendre davantage à l'ordre en soi et quel qu'il soit qu'à la féodalité elle-même. Car les caractères féodaux - abus de pouvoir, arbitraire, favoritisme - n'ont jamais été aussi florissants qu'ils ne le sont dans les cercles upronistes à l'heure actuelle. Pour plaire à des membres ou pour s'en attacher de nouveaux, on voit l'entourage uproniste du Mwami peser de tout son poids d'influence pour obtenir des nominations de toutes sortes, quels que soient l'incompétence, le manque de formation ou de références.

Au vu de tout ce que nous venons d'exposer, nous croyons avoir des raisons de craindre que les élections qui approchent ne soient pas représentatives de la volonté nationale librement exprimée.

Si tout devait se résumer au plaisir d'une bataille électorale, nous pourrions peut-être répondre au désordre par le désordre, au chantage par le chantage, aux menaces par d'autres menaces. Mais est-ce sur de telles bases qu'il faut construire notre pays? Car c'est notre pays qu'il s'agit de servir, et non des ambitions ou des rancœurs personnelles.

Nous ne pourrions donc participer aux élections que dans une atmosphère plus saine, plus véritablement nationale, sans références continuelles à des partis étrangers aux accointances suspectes.

Cependant, la politique de l'UPRONA semble être inspirée par le Prince RWAGASORE et se dérouler sous son égide. Non seulement il inspire et protège, mais aussi participe activement, au mépris de toutes règles. Si par exemple un autre chef s'avisait de tenir des meetings, de se déplacer sans autorisation, de harceler tout le pays au détriment de son propre travail, que lui arriverait-il? Ainsi le prince RWAGASORE couvre des activités douteuses d'une sorte d'impunité due à un rang dont il ne respecte pas la neutralité et la dignité. Ce faisant, il cause tort au pays, à la monarchie - et au parti qu'il sert ou dont il se sert. Car dans les termes où elle se présente actuellement, il semble que l'UPRONA doive se mettre au ban de toute équipe politique. L'hypothèse du coup de force serait-elle envisagée par l'UPRONA? L'hypothèse en tout cas de l'unanimité ou même de la majorité absolue est illusoire. L'heure de la démocratie a sonné, que le veuille ou non le prince RWAGASORE quand il déclare que la "démocratie est un grand mot qui ne veut rien dire". Il a pour nous un sens très précis que nous ferons bien triompher.

Aussi voulons-nous que le prince RWAGASORE se retire de la politique, avec toute la publicité désirable, comme il a été dit.

A l'égard de l'égalité des partis, nous remercions notre Mwami de la position digne et ferme qu'il a prise, et de son souci de faire connaître cette position. Cependant, au vu des contre-manoevres dont son attitude a été l'objet, nous le prions respectueusement d'y revenir encore et d'y insister et de le rappeler chaque fois que des semeurs de désordre auront jeté de nouveaux troubles dans les esprits.

Nous le prions encore d'élargir son entourage, de ne pas se laisser cerner dans le cercle étroit d'une seule tendance; il ne faut pas permettre qu'ici comme au Ruanda des membres d'un entourage trop fermé puissent lui faire imputer implicitement la responsabilité de leurs propres fautes.

Nous revenons sur la Commission à composer de représentants de tous les partis, qui aurait à instruire les litiges entre partis. Cette Commission n'a jamais été constituée, et nous le regrettons. Nous pensons par exemple à telle affaire en territoire de Ngozi, où des personnes s'étaient plaintes de leur chef sur des points de politique. Le Mwami s'était rendu sur place pour y enquêter. Cela n'était point conforme au rôle d'arbitrage supérieur qui lui est réservé. Au demeurant, l'affaire n'a jamais été définitivement réglée. L'existence de la Commission souhaitée aurait sans doute permis de l'instruire complètement, tout en excitant à notre Mwami d'avoir créé un précédent qui l'amènerait à devoir intervenir partout où quelqu'un a à se plaindre de quelque chose.

Enfin, nous remercions Monsieur de Résident Reisdorf des promesses de fermeté et de sévérité contenues dans son discours du 21 juillet. Nous demandons avec insistance que ces promesses se traduisent en actes immédiatement. Nous demandons que Messieurs les Administrateurs de Territoires ne minimisent pas les incidents du genre de ceux que nous avons rapportés. Leur souci de ne rien exagérer est certainement louable, mais il ne faut pas risquer de tomber dans l'aveuglement ou dans la faiblesse.

Nous répétons que seule une amélioration du climat politique, par les moyens suggérés - cessation des activités politiques du prince RWAGASORE, diffusion renouvelée et répétée de la position du Mwami, vigilance et fermeté administratives accentuées - permettra aux partis démocrates de participer aux élections.

Ils se verraient autrement, à leur grand regret, forcés de s'abstenir.

P.O.C.

P.P.

R.P.B.

UDP

(Signé : illisible)

U.N.A.

P.E.P.

M.P.B.

P.J.R.

M.R.B.

(Signé : illisible)

P.O.

(toutes signatures illisibles)
